

Convention collective

IDCC : 9411. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(Loir-et-Cher)
(1^{er} avril 1980)**

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1981,
Journal officiel du 18 février 1981)

AVENANT N° 48 DU 7 SEPTEMBRE 2009

NOR : AGRS1097078M
IDCC : 9411

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

Le syndicat FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 37 intitulé « Garantie complémentaire de salaire en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident », sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 37

*Garantie complémentaire de salaire en cas d'arrêt de travail
pour cause de maladie ou d'accident*

En cas d'incapacité temporaire de travail, les dispositions relatives au maintien du salaire sont régies par référence à l'accord régional du 3 juillet 2009 de prévoyance complémentaire en agriculture des salariés non cadres applicable en région Centre. »

Article 2

Les dispositions de l'article 49 intitulé « Adhésion à la CAMARCA pour le personnel d'exécution » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 49

Prévoyance complémentaire décès. – Incapacité temporaire Incapacité permanente des salariés non cadres

Le dispositif relatif à la prévoyance complémentaire décès, incapacité temporaire, incapacité permanente des salariés non cadres sera traité par référence à l'accord régional du 3 juillet 2009 de prévoyance complémentaire en agriculture des salariés non cadres applicable en région Centre. »

Article 3

A la suite de l'article 49, il est inséré un article 49 *bis* ainsi rédigé :

« Article 49 *bis*

Protection sociale complémentaire frais de santé des salariés non cadres

Le dispositif relatif au régime de protection sociale complémentaire frais de santé des salariés non cadres sera traité par référence aux dispositions de l'accord régional (région Centre) du 3 juillet 2009 portant sur ce même objet. »

Article 4

A la suite de l'article 49 *bis*, il est inséré un article 49 *ter* ainsi rédigé :

« Article 49 *ter*

Régime complémentaire de retraite des salariés non cadres

Les employeurs sont tenus d'adhérer, pour leur(s) salarié(s) non cadre(s), à la CAMARCA (régime ARRCO), dont le siège social est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 (tél. : 01-71-21-00-00, fax : 01-71-21-62-56, www.groupagricar.com). »

Article 5

Les dispositions de l'article 50 intitulé « Adhésion à la CPCEA pour les cadres agricoles » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 50

Régimes complémentaires de prévoyance. – Frais de santé et de retraite des cadres

50.1. En matière de prévoyance complémentaire et de protection complémentaire santé, les employeurs sont tenus d'adhérer, pour leur(s) cadre(s), à la CPCEA dont le siège social est situé 21, rue de la Bienfai-

sance, 75382 Paris Cedex 08 (tél. : 01-71-21-00-00, fax : 07-71-21-62-56, www.groupagricarica.com). »

50.2. En matière de retraite complémentaire, les cadres relèvent à la fois de la CAMARCA (régime ARRCO) et de la CRCCA (régime AGIRC) dont les sièges sociaux sont également situés 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 (tél. : 01-71-21-00-00, fax : 01-71-21-62-56, www.groupagricarica.com). »

Article 6

Date d'effet

La date d'effet du présent avenant est fixé au 1^{er} janvier 2010.

Article 7

Dépôt légal. – Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à la convention collective du 1^{er} avril 1980 (IDCC n° 9411) qui deviendra applicable le premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

L'accord est remis à chacune des organisations signataires et cinq exemplaires signés sont déposés à la DDTEFP de Loir-et-Cher, inspection du travail, section agricole, 34, avenue Maunoury 41011, Blois Cedex.

Fait à Blois, le 7 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)